AÏN DEFLA

Manque de centre d'examen pour le bac

Profitant de la visite récente du wali dans la daïra, les parents des communes d'El Hassania, de Belaas et de Bathia (chef-lieu de daïra) ont sollicité du chef de l'exécutif son intervention auprès du ministère de l'Education nationale pour la création d'un centre d'examen du baccalauréat au niveau du lycée de Bathia, le chef-lieu de la daïra.

Ils justifient cette demande par le fait que, chaque année, les candidats de ces 3 communes doivent se déplacer par des routes de montagne, sinueuses, sur les centres de Rouina ou El Attaf, distants de 60 à 80 km, voire plus pour la commune d'El Hassania, de leurs communes respectives. Ils ajoutent que ces déplacements les défavorisent et ont une incidence négative sur les résultats.

Toujours dans le cadre de l'éducation, les habitants sollicitent aussi que les enseignants et autres agents administratifs demeurent sur le territoire de la daïra, pour leur permettre d'être présents à leurs postes de travail à l'heure et ainsi diminuer le taux élevé d'absentéisme et de retards car d'une part, ces enseignants viennent de loin et d'autre part, les moyens de transport en direction de ces communes à partir de Rouina ou d'El Attaf sont très limités.

Lors de la rencontre entre le wali et les représentants de la société civile, le directeur de l'éducation, en réponse aux aspirations des habitants, a avancé que l'organisation des examens et concours et notamment la création des centres d'examen ne relève pas des prérogatives de la Direction de l'éducation mais de l'Orec (Office régional des examens et concours).

Photos : DR

Pour ce qui est de l'affectation dans cette zone reculée de la chaîne de l'Ouarsenis, tout le monde sait que des enseignants de cette région sont affectés hors de cette zone et que ceux qui y sont affectés viennent de communes très éloignées. A ce sujet, le directeur du secteur de l'éducation a promis d'étudier la question et de répondre à ces doléances dans la mesure du possible.

S'agissant de la spécification des affectations des enseignants et autres agents administratifs à l'issue des concours, il a répondu que cela n'est pas du ressort exclusif de l'éducation mais que d'autres secteurs administratifs interviennent dans ce processus.

Karim O.

RELIZANE

Commerce informel, le retour en force

Profitant de l'absence momentanée des autorités mobilisées, des vieux, des jeunes et moins jeunes reviennent en force et squattent à nouveau dès les premières heures de la matinée jusqu'au coucher du soleil, les espaces publiques pour écouler des produits bon marché et de mauvaise qualité.

En dépit de la présence des forces de police qui interdisent à toute personne la vente sur la voie publique, ces marchands ambulants ne reculent devant rien et usent de subterfuges pour échapper à la vigilance des forces de l'ordre qui veillent au grain.

Néanmoins, cette activité commerciale illicite tend à être propagée vers les quartiers où l'on n'a pas l'habitude de voir apparaître au grand jour cette pratique tant décriée par les riverains.

«Le laxisme de certains responsables locaux a, par le passé, favorisé l'émergence de l'informel et l'installation d'échoppes de fortune. Donc, une lutte sans merci contre ces activités commerciales interdites par le code du commerce s'inscrit dans la durée et les résultats escomptés ne seront pas pour demain», nous a affirmé un ancien cadre de la DCP. Par ailleurs, il ne se passe pas un jour sans que l'on assiste impuissant à cette vente à la criée effectuée sur la voie publique par ces vendeurs qui guettant le moindre geste des policiers qui n'hésitent pas un seul moment pour les déloger.

A. Rahmane

SIDI-BEL-ABBÈS

La directrice de l'EPH de Benbadis en grève de la faim

Dans la matinée de jeudi dernier, la directrice de l'EPH de Benbadis a entamé un mouvement de grève de la faim pour protester contre la décision de mise à terme de ses fonctions à la tête de cet établissement qui lui a été notifiée à la fin de la semaine écoulée, celle-ci a déclaré avoir entamé une grève de la faim, et ce, jusqu'à une réaction en sa faveur de sa tutelle.

Au sujet des causes ayant mené à son éviction à la tête de l'EPH, la gréviste a déclaré avoir fait l'objet d'une pression à laquelle elle ne se serait pas pliée aux injonctions de sa hiérarchie qui, à son tour, a sévi à son égard en mettant fin à ses fonctions. Comme exemple de presision, la demande de prélèvement de 15% du budget de l'EPH pour l'achat de médicaments pour les cancéreux, une demande que j'ai refusée vu que dans la nomenclature, il n'est pas question d'achat de médicaments pour cancéreux par un établissement qui n'a pas en charge ce genre de malade.

Par ailleurs, dira-t-elle, 30% du budget destiné à la rénumération des travailleurs de l'EPH m'ont été prélevés me mettant en difficulté pour verser leurs salaires. Des déclarations et une pression que dément la DSP. La directrice de la santé que nous avons contactée nous a confié que la pression et autres démarches non conformes à la réglementation, il n'en a pas été question à l'endroit de cette directrice mais par contre, elle faisait depuis quelque temps l'objet d'un droit de «regard» plus soutenu de notre part dans la gestion de l'EPH suite à certains dépassements.

La DSP ajoutera que celle-ci est un commis de l'Etat et que ce dernier est souverain dans la prise de ses décisions pouvant servir l'intérêt général. Le commis ne peut qu'«obtempérer», la directrice de l'EPH s'est vu signifier une mise de fin de ses fonctions à la tête de l'EPH de Benbadis, elle sera appelée à d'autres fonctions peut-être et cela ne relève plus de ma personne, a-t-elle fait remarquer sans s'étaler sur les graves dépassements dont la contestataire en a conscience, dira-t-elle.

Dans l'après-midi du jeudi, la directrice de la santé a installé le nouveau directeur mais la gréviste qui occupe toujours les lieux a refusé de procéder à la passation des consignes mettant une entrave au fonctionnement de l'établissement.

A. M.

MOSTAGANEM

Timide récolte de la pomme de terre et des inquiétudes

Comme à l'accoutumée, la récolte de la pomme de terre a commencé depuis quelques jours à travers le bassin maraîcher de Mostaganem. Un début timide, empreint d'appréhensions et d'espoir que les cours ne chutent pas davantage.

Voilà que la nouvelle patate arrive à maturité à Mostaganem et exceptionnellement, et au grand dam des spéculateurs, il n'y a pas eu rupture dans la production de la pomme de terre d'arrière-saison.

En sus des tubercules sous terre, ceux de l'an dernier, provenant des stocks, ont inondé le marché durant la période hivernale. Proposée à la criée par des revendeurs ambulants à travers les cités urbaines de toutes les agglomérations, la pomme de terre déstockée trouve aujourd'hui difficilement acquéreurs à 20 DA le kilogramme alors que celle provenant des chambres froides ne trouve pratiquement plus preneur et, à ce niveau, le producteur perd de l'argent.

Contrairement à leurs habitudes rappelant les sinistres «crises» durant lesquelles dame patate s'érigeait en affaire d'Etat, les camions de gros tonnage, originaires de l'Algérois et de l'Est du pays, qui se précipitaient en ratissage dès le début du mois de mars en quête de pomme de terre primeur dont Mostaganem s'est forgée une grande réputation quant à sa livraison précoce sur le marché.

A la faveur du nouveau périmètre irrigué alimenté par le barrage de Oued Kramis, les maraîchers de cette dernière localité, jusque-là «spécialisés» dans la production de tomate, semblent manifester un certain intérêt pour la production de la pomme de terre.

S'agissant des cours, malgré la ''concurrence'' de la pomme de terre déstockée dont l'écoulement

a quasiment stoppé net, et même celle de l'arrière-saison dont l'arrachage tire à sa fin, la «nouvelle» patate se vend à 20-30 dinars/kilo au niveau des champs. Un tarif dont les «patatiers» ne se plaignent certainement pas. Néanmoins, une frayeur demeure de mise chez nos agriculteurs, dès lors que ce prix-là risquerait de dégringoler, une fois l'arrachage «massif» entamé.

Mostaganem compte une quarantaine de gros producteurs de pomme de terre, elle occupe le troisième rang à l'échelle nationale avec une production de 2 millions de quintaux ; en somme une offre qui dépasse la demande.

A. B.